

Les proches de Salah Hamouri, Français détenu en Israël, vont être reçus à l'Elysée



L'avocat franco-palestinien a été arrêté à Jérusalem-Est le 23 août dernier.

Le comité de soutien de Salah Hamouri attendait ce jour depuis des semaines. Lundi 9 octobre, sa femme Elsa Lefort, son beau-père Jean-Claude Lefort, et son avocat français Me Bérenger Tourné, seront reçus par un "conseiller diplomatique de l'Elysée", ont annoncé les proches de ce Franco-Palestinien de 32 ans fin septembre.

Arrêté le 23 août dernier chez lui, à Jérusalem-Est, par l'armée israélienne, Salah Hamouri est depuis placé en détention administrative, sans que sa famille ou ses avocats ne connaissent précisément l'accusation dont il fait l'objet. Les autorités israéliennes le suspecteraient de liens avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation marxiste placée sur la liste des organisations terroristes d'Israël. Une accusation qu'il dément.

"Le but est clairement de le casser et de le contraindre à l'exil car il s'oppose à la politique israélienne", assure Elsa Lefort auprès de France 24.

Contacté par "l'Obs", l'Elysée affirmait vendredi que le dossier était "suivi très attentivement". Et promettait que "le droit à exercer la protection consulaire" pour Salah Hamouri avait été réclamé auprès d'Israël, comme le demandait a minima le comité de soutien du père de famille.

"Le consul général de France a pu rendre visite à Salah Hamouri le 3 septembre, et assister aux audiences. Nous sommes également intervenus auprès de l'ambassade d'Israël en France. [...] Emmanuel Macron est tenu informé de la situation de ce ressortissant", assure l'Elysée.

"Deux poids, deux mesures"

Dans un communiqué publié le 18 septembre, le comité de soutien du Français exigeait du gouvernement qu'il s'engage de toute urgence pour la libération de l'avocat franco-palestinien :

"Nous demandons donc solennellement aux autorités françaises compétentes [...] d'intervenir en urgence auprès de leurs homologues israéliens. Nous demandons que le président Emmanuel Macron reçoive la femme de Salah Hamouri."

Alors que le journaliste français Loup Bureau venait d'être libéré après 51 jours d'emprisonnement en Turquie, les soutiens de Salah Hamouri estimaient que les autorités françaises pratiquaient le "deux poids, deux mesures" :

"Ni les autorités françaises, ni la presse n'ont bougé nettement pour la libération de Salah Hamouri. [...] Ce double standard concernant une situation identique sur le fond ne peut que heurter tous les démocrates."

Emprisonné sept ans

De mère française et de père palestinien, Salah Hamouri n'en est pas à son premier passage par les prisons israéliennes.

En 2005, il avait déjà été arrêté, accusé d'avoir voulu assassiner le rabbin Ovadia Yosef, fondateur du parti ultraorthodoxe Shass et défenseur de la colonisation israélienne. Placé en détention administrative pendant trois ans, il avait finalement été condamné en 2008 par un tribunal militaire à sept années de prison. Après avoir longtemps clamé son innocence, il avait accepté de plaider coupable, afin d'échapper à une peine plus lourde.

Le dossier était devenu une patate chaude pour le gouvernement, embarrassé par l'aveu du Français. En août 2009, le président Nicolas Sarkozy avait écrit aux

autorités israéliennes afin d'obtenir "une mesure de clémence", alors que Salah Hamouri sollicitait une libération anticipée. Sans succès.

Salah Hamouri avait fini par être libéré deux ans plus tard, en 2011, en même temps qu'un millier d'autres détenus palestiniens échangés contre Gilad Shalit, ce soldat franco-israélien capturé par un commando palestinien en juin 2006 en Israël non loin de la frontière avec Gaza.

Après sa sortie de prison, Salah Hamouri avait entamé des études de droit et militait en faveur des droits des prisonniers politiques palestiniens, souligne France 24. Le 20 août, trois jours avant son arrestation, il venait de passer l'équivalent palestinien du concours du barreau, rappelle "le Monde".

M.G. (avec S.B.)